

L

MTL.

7 DEC 1964
1 - Coordination

L.9065/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 19 octobre 1964, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "adaptant aux règles établies par l'arrêté royal du 16 mars 1964 les dispositions de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires, de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire et de l'arrêté royal du 18 mars 1940 relatif au licenciement des agents de l'Etat pour inaptitude professionnelle", a donné le 3 novembre 1964 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 19e oktober 1964 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot aanpassing aan de regelen vastgesteld door het koninklijk besluit van 16 maart 1964, der bepalingen van het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel, van het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel en van het koninklijk besluit van 18 maart 1940 betreffende de afdanking van het Rijkspersoneel wegens beroepsongeschiktheid", heeft de 3e november 1964 het volgend advies gegeven :

C. E.
Sort
8 XII 64
COO

OBSERVATIONS GENERALES.

A. Le projet tend à modifier par un arrêté ministériel les arrêtés du Régent et l'arrêté royal énumérés dans l'intitulé. Il se fonde sur l'article 8 de l'arrêté royal du 16 mars 1964, qui dispose "Le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions peut apporter aux arrêtés relatifs au statut des agents de l'Etat applicables à l'ensemble des Ministères, les modifications de pure forme nécessaires pour les mettre en concordance avec le présent arrêté, notamment les modifications de terminologie et de référence".

// Cet article 8 est une disposition de circonstance ne conférant qu'une habilitation très réduite au Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

Par conséquent, même après avoir été modifiés par l'arrêté ministériel en projet, les arrêtés dont il s'agit conserveront la valeur juridique d'arrêtés royaux. Ils ne pourront à l'avenir être modifiés par un arrêté ministériel.

D'autre part, il échet de vérifier si les dispositions du projet entrent dans les limites des pouvoirs attribués au Ministre par l'article 8 précité. Cet article délègue au Ministre le pouvoir d'apporter certaines modifications de pure forme aux arrêtés relatifs au statut des agents de l'Etat applicables à l'ensemble des Ministères. Selon la lettre de l'article, le Ministre est autorisé à procéder aux seules modifications nécessaires pour assurer la mise en concordance d'un arrêté avec l'arrêté royal du 16 mars 1964. Mais on pourrait

.../...

difficilement contester au Ministre chargé de l'exécution des arrêtés généraux relatifs au statut des agents de l'Etat et de la mise à jour de ces arrêtés prévue par ledit article 8, le pouvoir d'inclure dans cette mise à jour les modifications de pure forme qui sont nécessaires pour tenir compte des modifications certaines effectuées de manière implicite par des arrêtés autres que l'arrêté royal du 16 mars 1964. Dans la mesure où le Ministre se borne à énoncer ainsi de manière expresse des modifications déjà réalisées implicitement, il ne saurait encourir le reproche de commettre un excès de pouvoir puisqu'il n'établit aucune règle juridique nouvelle. //

B. Dans la lettre du 19 octobre 1964, par laquelle il saisit le Conseil d'Etat, le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique fait part de "(son) intention de publier par la voie du Moniteur belge ... une coordination officielle des textes adaptés". Il ajoute ce qui suit : "Pour la facilité de la consultation de ces textes, je serais enclin à adopter une numérotation continue en supprimant les numéros bis. Je serais heureux de connaître la position du Conseil d'Etat au sujet de la régularité de cette présentation".

Aucune habilitation n'est nécessaire pour qu'un Ministre publie une nouvelle fois au Moniteur belge un arrêté royal dans son texte "mis à jour", c'est-à-dire dans un texte où il est tenu compte de toutes les modifications apportées expressément à cet arrêté royal. Aucune objection juridique ne peut être faite à ce procédé. Mais dans les cas où l'administration y recourt, elle doit pour chaque article modifié, indiquer l'arrêté modificatif

.../...

qui a établi la disposition nouvelle. En l'espèce, il ne suffit donc pas de faire mention de l'arrêté ministériel en projet, mais il faut faire également mention des divers arrêtés qui depuis l'origine ont modifié les arrêtés du Régent du 30 avril 1947 et du 10 avril 1948.

En revanche, selon un usage constant, le respect du texte d'un arrêté royal s'étend au respect des numéros attribués aux divers articles. Il est admis de manière générale que le pouvoir d'exécuter les arrêtés royaux qui est confié aux Ministres ne les autorise pas à donner à ces arrêtés une présentation matérielle différente, ~~fût-ce~~ simplement en modifiant les numéros sous lesquels les dispositions sont énoncées. En l'espèce, il ne semble pas que le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique puise dans l'article 8 de l'arrêté royal du 16 mars 1964, le pouvoir de modifier les numéros des articles des arrêtés du Régent du 30 avril 1947 et du 10 avril 1948, puisque semblable modification est étrangère à la mise en concordance prescrite par ledit article.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 1er du projet.

Dans le texte actuellement en vigueur, l'article 2, a, de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 indique parmi les articles du statut du 2 octobre 1937 rendus applicables aux agents temporaires, l'article 102 qui a trait à la suspension préventive.

.../...

Lors de la modification apportée au statut par l'arrêté royal du 16 mars 1964, à l'article 102 s'est substitué l'article 103, 2°, qui institue une mesure de suspension provisoire analogue.

Le projet ne mentionne pas l'article 103, 2°, nouveau, parmi les articles du statut du 2 octobre 1937 applicables aux agents temporaires. Selon les fonctionnaires délégués, le Ministre a craint, s'il introduisait une référence à l'article 103, 2°, de sortir des limites de l'habilitation, étant donné que l'application de l'article 103, 2°, nouveau, du statut du 2 octobre 1937 entraîne l'application de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à la suspension des agents de l'Etat dans l'intérêt du service, arrêté qui contient de nombreuses règles nouvelles.

Cependant, les références faites à l'article 102 du statut du 2 octobre 1937 par les articles 2, a, et 16 de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 ont eu pour effet que, dès son entrée en vigueur, l'arrêté royal du 16 mars 1964 a, de plein droit bien qu'implicitement, modifié l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 et a ainsi étendu aux agents temporaires le nouveau régime de la suspension provisoire. C'est donc en écartant l'application de l'article 103, 2°, du statut du 2 octobre 1937, que le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique modifierait les règles de fond en vigueur pour les agents temporaires. Il y aurait lieu de compléter l'article 1er par la mention de l'article 103, 2°, du statut du 2 octobre 1937.

.../...

Article 3 du projet.

Dans le texte nouveau de l'article 3 de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947, il se recommande d'employer la même formule qu'à l'article 5 du statut du 2 octobre 1937, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964. Il y aurait lieu, en conséquence, de rédiger la seconde phrase comme il sera proposé ci-après.

Article 4.

L'article 4 du projet concerne l'article 4 de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947. Dans le texte actuel, cet article renvoie à l'article 13, alinéa 3, de l'arrêté royal du 20 janvier 1939 déterminant le fonctionnement et les attributions du Secrétariat permanent de recrutement. Or, cette dernière disposition a été remplacée par les articles 14 et 22 de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif aux épreuves de recrutement et de carrière des agents de l'Etat, qui a abrogé l'arrêté royal du 20 janvier 1939. L'arrêté royal du 20 juillet 1964 a donc déjà modifié, de plein droit bien qu'implicitement, l'article 4 de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947. Par conséquent, l'article 4 du projet ne soulève pas d'observation quant au fond.

Article 11.

L'article 17, 7°, de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 reproduit en partie la disposition qui était énoncée dans le texte originel de l'article 107, 10°, du statut du 2 octobre 1937. Or, cette dernière disposition a été entièrement abrogée par l'arrêté royal du 16 mars 1964 parce qu'elle était vicieuse au point de vue

juridique, comme le Conseil d'Etat en avait fait l'observation dans son avis (avis L. 8594/1, page 62). Il conviendrait donc de mettre l'article 17 de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 en harmonie avec l'article 112 du statut du 2 octobre 1937, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, en abrogeant le 7° de cet article 17.

ARTICLE PROPOSE PAR LE CONSEIL D'ETAT.

Il conviendrait de compléter le projet par un article qui supprimerait, à l'article 1er de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948, la référence à l'arrêté du Régent du 22 octobre 1946 actuellement abrogé.

Article 13.

L'article 13 du projet appelle la même observation que l'article 1er du projet.

Article 15.

L'article 15 du projet appelle la même observation que l'article 4.

Article 22.

L'article 22 du projet appelle la même observation que l'article 11.

.../...

Article 27.

L'article 27 du projet consiste en un exécutoire analogue à celui que contiennent les arrêtés royaux.

Il n'entre pas dans la compétence du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique de charger les autres Ministres de l'exécution de ses arrêtés. Au surplus, l'article est dépourvu d'effets juridiques : le présent projet se borne à apporter des modifications de pure forme à l'arrêté royal du 18 mars 1940, et aux arrêtés du Régent des 30 avril 1947 et 10 avril 1948 pour les mettre en concordance avec l'arrêté royal du 16 mars 1964. C'est à l'exécution de ces trois arrêtés qu'il incombe aux Ministres de pourvoir.

OBSERVATIONS DE FORME.

Il conviendrait, pour se conformer à l'usage :

- 1° de placer les arrêtés modifiés dans leur ordre chronologique et de consacrer en conséquence le chapitre 1er à l'adaptation de l'arrêté royal du 18 mars 1940, le chapitre II à celle de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947, le chapitre III à celle de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948, le chapitre IV comprenant la disposition finale;
- 2° de rassembler en un seul article toutes les modifications apportées à un même article de l'arrêté modifié.

.../...

Le projet appelle, en outre, quelques observations de pure forme qui n'appellent aucun commentaire et dont il a été tenu compte dans le texte ci-après :

ARRETE MINISTERIEL mettant en concordance avec l'arrêté royal du 16 mars 1964 :

- 1° l'arrêté royal du 18 mars 1940 relatif au licenciement des agents de l'Etat pour inaptitude professionnelle;
- 2° l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires;
- 3° l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire.

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

Vu l'arrêté royal du 16 mars 1964 modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et certains autres arrêtés relatifs au statut des agents de l'Etat, notamment l'article 8;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

A R R E T E :

CHAPITRE Ier. - Mise en concordance de l'arrêté royal du 18 mars 1940 relatif au licenciement des agents de l'Etat pour inaptitude professionnelle.

Article 1er. -

A l'article 1er de l'arrêté royal du 18 mars 1940 relatif au licenciement des agents de l'Etat pour

.../...

inaptitude professionnelle, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° au c, les mots "de la 2e catégorie" sont remplacés par les mots "du niveau 2";
- 2° au d, les mots "des 3e et 4e catégories" sont remplacés par les mots "des niveaux 3 et 4".

CHAPITRE II.-Mise en concordance de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires.

Article 2.-

A l'article 2 de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° le a est remplacé par la disposition suivante :

"a. les dispositions de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, qui sont énumérées ci-dessous :

les articles 7 à 12, l'article 16, §§ 1er et 2, les articles 45 à 51, les articles 82 à 95, en ce qui concerne les agents temporaires à charge desquels l'application d'une des peines disciplinaires mentionnées à l'article 12, 4°, 5° et 6°, est envisagée, et l'article 103, 2°";

- 2° au b, alinéa 3, les mots "le classement des fonctions d'agents de l'Etat en catégories" sont remplacés par les mots "le classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat".

Article 3.-

L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 3.- Les agents temporaires des niveaux 1 et 2 sont nommés par le Ministre, qui peut déléguer ses pouvoirs au secrétaire général. Les agents temporaires des niveaux 3 et 4 sont nommés par le Ministre ou les chefs d'administration auxquels il a confié ce pouvoir".

Article 4.-

L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 4.- Tant qu'ils conservent le bénéfice de leur réussite conformément à l'article 14 ou à l'article 22 de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif aux épreuves de recrutement et de carrière des agents de l'Etat, les candidats aux emplois définitifs qui sont lauréats des concours de recrutement sans s'être classés en ordre utile jouissent, dans l'ordre de leur classement, d'une priorité en vue de leur nomination à titre temporaire aux emplois temporaires vacants dans les Ministères, les administrations ou les services pour lesquels ces concours ont été organisés.

Par dérogation à l'alinéa 1er, et à condition qu'en soient fixées les modalités dans les programmes des concours de recrutement, le secrétaire permanent **au recrutement** est autorisé :

- a. à restreindre ou à étendre la période de validité de la priorité susdite;
- b. à déterminer les Ministères, administrations et services auxquels ladite priorité sera applicable.

.../...

A défaut de candidats satisfaisant aux conditions fixées à l'alinéa 1er ou à défaut de candidats disponibles parmi ceux qui remplissent ces conditions, le secrétaire permanent engage les agents temporaires par les moyens et suivant les règles dont il est juge".

Article 5.-

Dans l'article 5 du même arrêté, les mots "relevant de la 1ère catégorie" sont remplacés par les mots "relevant du niveau 1".

Article 6.-

L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 9.- Les agents temporaires jouissent d'une rétribution identique à celle des agents définitifs exerçant une même fonction, dans les conditions fixées par l'arrêté royal du 22 juillet 1964 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères".

Article 7.-

Dans l'article 10 du même arrêté, les mots "Sans préjudice des dispositions de l'arrêté du Régent du 20 juin 1946, relatives aux allocations familiales" sont remplacés par les mots "Sans préjudice des dispositions de l'arrêté du Régent du 16 mars 1950 relatif aux allocations familiales allouées au personnel rétribué par l'Etat".

Article 8.-

A l'article 13 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° à l'alinéa 2, les mots "de la 3e et de la 4e catégories" sont remplacés par les mots "des niveaux 3 et 4";
- 2° à l'alinéa 4, les mots "de la 1re et de la 2e catégories" sont remplacés par les mots "des niveaux 1 et 2".

Article 9.-

Dans l'article 16bis, inséré par l'arrêté royal du 20 juillet 1962 dans le même arrêté, les mots "à la première catégorie" sont remplacés par les mots "au niveau 1".

Article 10.-

A l'article 17 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° le 2° est remplacé par la disposition suivante :
 - "2° les agents qui cessent de réunir les conditions fixées par l'article 16, § 1er, 1°, 3° et 4°, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964";
- 2° le 7° est abrogé.

Article 11.-

Dans l'article 17bis, inséré par l'arrêté royal du 5 février 1951 dans le même arrêté, les mots "l'article 107bis" sont remplacés par les mots "l'article 113".

.../...

CHAPITRE III.- Mise en concordance de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire.

Article 12.-

Dans l'article 1er de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire, les mots "(en application de l'arrêté du Régent du 22 octobre 1946)" sont supprimés .

Article 13.-

A l'article 2 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le a est remplacé par la disposition suivante :

"a. les dispositions de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, qui sont énumérées ci-dessous :

les articles 7 à 12, l'article 16, §§ 1er et 2, les articles 45 à 51, les articles 82 à 95, en ce qui concerne les ouvriers temporaires à charge desquels l'application d'une des peines disciplinaires mentionnées à l'article 11, 4°, 5° et 6°, est envisagée, et l'article 103, 2°";

2° au b, alinéa 4, les mots "le classement des fonctions de l'Etat en catégories" sont remplacés par les mots "le classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat".

.../...

Article 14.-

L' article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 3.- Les ouvriers temporaires sont nommés par le Ministre ou par les chefs d'administration auxquels il a confié ce pouvoir".

Article 15.-

L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 4.- Tant qu'ils conservent le bénéfice de leur réussite conformément à l'article 14 ou à l'article 22 de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif aux épreuves de recrutement et de carrière des agents de l'Etat, les candidats aux emplois définitifs qui sont lauréats des concours de recrutement sans s'être classés en ordre utile jouissent, dans l'ordre de leur classement, d'une priorité en vue de leur nomination à titre temporaire aux emplois temporaires vacants dans les Ministères, les administrations ou les services pour lesquels ces concours ont été organisés.

Par dérogation à l'alinéa 1er, et à condition qu'en soient fixées les modalités dans les programmes des concours de recrutement, le secrétaire permanent au recrutement est autorisé :

- a. à restreindre ou à étendre la période de validité de la priorité susdite;
- b. à déterminer les Ministères, administrations et services auxquels ladite priorité sera applicable.

.../...

A défaut de candidats satisfaisant aux conditions fixées à l'alinéa 1er ou à défaut de candidats disponibles parmi ceux qui remplissent ces conditions, le secrétaire permanent engage le personnel ouvrier temporaire par les moyens et suivant les règles dont il est juge".

Article 16.-

L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 8.- Les ouvriers temporaires jouissent d'une rétribution identique à celle des ouvriers définitifs exerçant une même fonction, dans les conditions fixées par l'arrêté royal du 22 juillet 1964 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères".

Article 17.-

L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 9.- Sans préjudice des dispositions ...".

Article 18.-

A l'article 12 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° à l'alinéa 2, les mots "de la troisième catégorie et de la quatrième catégorie" sont remplacés par les mots "des niveaux 3 et 4";
- 2° à l'alinéa 4, les mots "de la deuxième catégorie" sont remplacés par les mots "du niveau 2".

.../...

Article 19.-

Dans l'article 15bis, inséré par l'arrêté royal du 20 juillet 1962 dans le même arrêté, les mots "à la première catégorie" sont remplacés par les mots "au niveau 1".

Article 20.-

A l'article 16 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 2° est remplacé par la disposition suivante :

"2° les ouvriers qui cessent de réunir les conditions fixées par l'article 16, § 1er, 1°, 3° et 4° de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964";

2° le 7° est abrogé .

Article 21.-

Dans l'article 16bis, inséré par l'arrêté royal du 5 février 1951 dans le même arrêté, les mots "l'article 107bis" sont remplacés par les mots "l'article 113".

CHAPITRE IV.- Disposition finale.Article 22.-

Le présent arrêté produit ses effets le 1er août 1964.

Bruxelles,

...

.../...

Annexe :TABLE DE CONCORDANCE.

Arrêtés modifiés.	Projet du Gouvernement	Texte proposé par le Conseil d'Etat.
Arrêté royal du 18 mars 1940.		
art. 1er, c	art. 24	art. 1er, 1°
art. 1er, d	art. 25	art. 1er, 2°
Arrêté du Régent du 30 avril 1947.		
art. 2, a	art. 1er	art. 2, 1°
art. 2, b	art. 2	art. 2, 2°
art. 3	art. 3	art. 3
art. 4	art. 4	art. 4
art. 5	art. 5	art. 5
art. 9	art. 6	art. 6
art. 10	art. 7	art. 7
art. 13, al. 2	art. 8	art. 8, 1°
art. 13, al. 4	art. 9	art. 8, 2°
art. 16bis	art. 10	art. 9
art. 17, 2°	art. 11	art. 10, 1°
art. 17, 7°	--	art. 10, 2°
art. 17bis	art. 12	art. 11
Arrêté du Régent du 10 avril 1948		
art. 1er	--	art. 12
art. 2, a	art. 13	art. 13, 1°
art. 2, b	art. 14	art. 13, 2°
art. 3	--	art. 14
art. 4	art. 15	art. 15
art. 8	art. 16	art. 16
art. 9	art. 17	art. 17
art. 12, al. 2	art. 18	art. 18, 1°
art. 12, al. 4	art. 19	art. 18, 2°
art. 15bis, al. 1er	art. 20	art. 19
art. 15bis, al. 2	art. 21	art. 19
art. 16, 2°	art. 22	art. 20, 1°
art. 16, 7°	--	art. 20, 2°
art. 16bis	art. 23	art. 21
	DISPOSITIONS FINALES	
	art. 26	art. 22
	art. 27	--

ALGEMENE OPMERKINGEN.

A. Het ontwerp heeft tot doel, de besluiten van de Regent en het koninklijk besluit die in de aanhef genoemd zijn, bij ministerieel besluit te wijzigen. Het steunt op artikel 8 van het koninklijk besluit van 16 maart 1964, dat bepaalt : "De Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, kan in de besluiten betreffende het statuut van het Rijkspersoneel die voor alle Ministeries gelden, de nodige vormwijzigingen met name in de terminologie en in de verwijzingen aanbrengen ten einde ze met dit besluit in overeenstemming te brengen".

Dit artikel 8 is een gelegenheidsbepaling, die aan de erin genoemde Minister slechts een zeer beperkte bevoegdheid verleent.

Zelfs nadat zij door het ontwerp-ministerieel besluit zullen zijn gewijzigd, zullen die besluiten dus de rechtskracht van koninklijke besluiten behouden. Zij zullen in de toekomst niet bij ministerieel besluit kunnen worden gewijzigd.

Voorts moet worden nagegaan of de voorzieningen van het ontwerp vallen binnen de grenzen van de bevoegdheid welke genoemd artikel 8 aan de Minister verleent. Dat artikel draagt aan de Minister de bevoegdheid op om sommige vormwijzigingen aan te brengen in de besluiten

.../...

betreffende het statuut van het Rijkspersoneel die voor alle Ministeries gelden. Naar de letter van het artikel, mag de Minister alleen die wijzigingen aanbrengen, welke nodig zijn om een besluit in overeenstemming te brengen met het koninklijk besluit van 16 maart 1964. Aan de Minister die belast is met de uitvoering van de algemene besluiten betreffende het statuut van het Rijkspersoneel en met het bijwerken van die besluiten zoals in genoemd artikel 8 bepaald is, kan echter bezwaarlijk de bevoegdheid worden ontnomen om tevens de blote vormwijzigingen aan te brengen, die nodig zijn om rekening te houden met de zekere wijzigingen die impliciet hebben plaats gehad door toedoen van andere besluiten dan het koninklijk besluit van 16 maart 1964. Inzover de Minister zich dus beperkt tot het uitdrukkelijk verwoorden van wijzigingen die reeds stilzwijgend zijn uitgevoerd, kan hem geen machtsoverschrijding worden verweten, want hij stelt geen nieuwe rechtsregel.

B. In de brief van 19 oktober 1964, waarmede hij het ontwerp aan de Raad van State voorlegt, schrijft de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt dat hij voornemens is een officieuze coördinatie van de aangepaste teksten in het Belgisch Staatsblad bekend te maken. Hij voegt eraan toe : "Pour la facilité de la consultation de ces textes, je serais enclin à adopter une numérotation continue en supprimant les numéros bis. Je serais heureux de connaître la position du Conseil d'Etat au sujet de la régularité de cette présentation".

.../...

Geen machtiging is vereist opdat een Minister een koninklijk besluit opnieuw in het Belgisch Staatsblad kan bekendmaken in zijn "bijgewerkte" tekst, dit is een tekst waarin rekening gehouden is met alle wijzigingen die uitdrukkelijk in dat koninklijk besluit zijn aangebracht. Tegen die werkwijze kan geen juridisch bezwaar worden gemaakt, maar als de administratie ze toepast, moet zij voor ieder gewijzigd artikel het wijzigingsbesluit vermelden dat de nieuwe bepaling heeft vastgesteld. Hier kan dus niet worden volstaan met vermelding van het ontwerp-ministerieel besluit, maar moeten ook de verschillende besluiten worden vermeld die van bij het begin de besluiten van de Regent van 30 april 1947 en van 10 april 1948 hebben gewijzigd.

Overeenkomstig een vast gebruik daarentegen, veronderstelt eerbiediging van de tekst van een koninklijk besluit ook dat de nummering van de onderscheiden artikelen wordt geëerbiedigd. In de regel wordt aangenomen dat de aan de Ministers opgedragen bevoegdheid tot het uitvoeren van koninklijke besluiten niet insluit dat zij de teksten anders mogen inkleden, al was het maar door ver-nummering van de artikelen. In het onderhavige geval wil het voorkomen, dat artikel 8 van het koninklijk besluit van 16 maart 1954 de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt niet machtigt tot het wijzigen van de nummers van de artikelen van de besluiten van de Regent van 30 april 1947 en 10 april 1948, want zo'n wijziging heeft niets uit te staan met het in overeenstemming brengen van de teksten als voorgeschreven in genoemd artikel 8.

.... / ...

BIJZONDERE OPMERKINGEN.Artikel 1 van het ontwerp.

In de thans geldende tekst, vermeldt artikel 2, a, van het besluit van de Regent van 30 april 1947 onder de artikelen van het statuut van 2 oktober 1937 die toepasselijk verklaard zijn op het tijdelijk personeel, artikel 102, dat betrekking heeft op de preventieve schorsing.

Bij de wijziging die het koninklijk besluit van 16 maart 1964 in het statuut heeft aangebracht, heeft artikel 102 de plaats geruimd voor artikel 103, 2°, dat een soortgelijke maatregel van voorlopige schorsing instelt.

Het ontwerp vermeldt het nieuwe artikel 103, 2°, niet onder de artikelen van het statuut van 2 oktober 1937 die op het tijdelijk personeel van toepassing zijn. Volgens de gemachtigde ambtenaren, vreesde de Minister dat hij, door een verwijzing naar artikel 103, 2°, buiten de grenzen van de hem verleende machtiging zou treden, aangezien de toepassing van het nieuwe artikel 103, 2°, ook toepassing medebrengt van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende de schorsing van Rijksambtenaren in het belang van de dienst, welk besluit heel wat nieuwe regelen bevat.

De verwijzingen naar artikel 102 van het statuut van 2 oktober 1937 in de artikelen 2, a, en 16 van het besluit van de Regent van 30 april 1947 hebben echter tot gevolg gehad, dat het koninklijk besluit van 16 maart 1964, zodra het in werking trad, van rechtswege, ofschoon

.../...

stilzwijgend, het besluit van de Regent van 30 april 1947 heeft gewijzigd en zodoende de nieuwe regeling betreffende de voorlopige schorsing tot het tijdelijk personeel heeft uitgebreid. Door de toepassing van artikel 103, 2°, van het statuut van 2 oktober 1937 uit te sluiten, zou de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt dus de grondregelen die voor het tijdelijk personeel gelden, wijzigen. Artikel 1 van het ontwerp zou moeten worden aangevuld met de vermelding van artikel 103, 2°, van het statuut van 2 oktober 1937.

Artikel 3 van het ontwerp.

Het verdient aanbeveling in de nieuwe tekst van artikel 3 van het besluit van de Regent van 30 april 1947 dezelfde formule te gebruiken als in artikel 5 van het statuut van 2 oktober 1937, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964. Derhalve leze men de tweede volzin zoals verder wordt voorgesteld.

Artikel 4.

Artikel 4 van het ontwerp heeft betrekking op artikel 4 van het besluit van de Regent van 30 april 1947. In de huidige tekst, verwijst dit artikel naar artikel 13, derde lid, van het koninklijk besluit van 20 januari 1939 tot vaststelling van de werking en de bevoegdheid van het Vast Wervingssecretariaat. Laatstgenoemde bepaling nu, is vervangen door de artikelen 14 en 22 van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de wervings- en loopbaanexamens van het Rijkspersoneel, dat het koninklijk besluit van 20 januari 1939 heeft opgeheven. Artikel 4 van

.../...

het besluit van de Regent van 30 april 1947 is dus reeds van rechtswege, ofschoon stilzwijgend, opgeheven door het koninklijk besluit van 20 juli 1964. Over de grond van artikel 4 van het ontwerp is derhalve geen opmerking te maken.

Artikel 11.

Artikel 17, 7°, van het besluit van de Regent van 30 april 1947 herhaalt gedeeltelijk de bepaling, die in de oorspronkelijke tekst van artikel 107, 10°, van het statuut van 2 oktober 1937 stond. Die bepaling nu is geheel opgeheven door het koninklijk besluit van 16 maart 1964 omdat zij uit een juridisch oogpunt gebrekkig was, zoals de Raad van State heeft opgemerkt in zijn advies L.8594/1, blz. 132. Artikel 17 van het besluit van de Regent van 30 april 1947 zou derhalve met artikel 112 van het statuut van 2 oktober 1937, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, in overeenstemming moeten worden gebracht door opheffing van de tekst onder 7° van dat artikel 17.

DOOR DE RAAD VAN STATE VOORGESTELD ARTIKEL.

Het ontwerp zou moeten worden aangevuld met een artikel dat in artikel 1 van het besluit van de Regent van 10 april 1948 de verwijzing naar het thans opgeheven besluit van de Regent van 22 oktober 1946 zou schrappen.

.../...

Artikel 13.

Voor artikel 13 van het ontwerp geldt dezelfde opmerking als voor artikel 1.

Artikel 15.

Voor artikel 15 van het ontwerp geldt dezelfde opmerking als voor artikel 4.

Artikel 22.

Voor artikel 22 van het ontwerp geldt dezelfde opmerking als voor artikel 11.

Artikel 27.

Artikel 27 van het ontwerp is een uitvoeringsbepaling zoals **die in** koninklijke besluiten wordt gebruikt.

De Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt is niet bevoegd om andere Ministers met de uitvoering van zijn besluiten te belasten. Het artikel heeft bovendien geen rechtsgevolgen : het onderhavige ontwerp beperkt zich ertoe, blote vormwijzigingen aan te brengen in het koninklijk besluit van 18 maart 1940 en in de besluiten van de Regent van 30 april 1947 en 10 april 1948, om ze in overeenstemming te brengen met het koninklijk besluit van 16 maart 1964. Die drie besluiten zijn het, welke de Ministers moeten uitvoeren.

.../...

OPMERKINGEN OVER DE VORM.

Overeenkomstig het gebruik, ware het gewenst :

- 1° de te wijzigen besluiten in chronologische orde te plaatsen en bijgevolg in hoofdstuk I het koninklijk besluit van 18 maart 1940, in hoofdstuk II het besluit van de Regent van 30 april 1947 en in hoofdstuk III het besluit van de Regent van 10 april 1948 aan te passen, terwijl hoofdstuk IV de slotbepaling zou bevatten;
- 2° alle wijzigingen die in eenzelfde artikel van het te wijzigen besluit worden aangebracht, in één artikel samen te brengen.

Bij het ontwerp zijn ook nog enige opmerkingen te maken die alleen de vorm betreffen en geen commentaar behoeven ; hiermede is in de hierna voorgestelde tekst rekening gehouden.

MINISTERIEEL BESLUIT waarbij met het koninklijk besluit van 16 maart 1964 in overeenstemming worden gebracht :

- 1° het koninklijk besluit van 18 maart 1940 betreffende de afdenking van het Rijkspersoneel wegens beroepsongeschiktheid;
- 2° het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel;
- 3° het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel.

De Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt,

Gelet op het koninklijk besluit van 16 maart 1964 tot wijziging van het koninklijk besluit van

.../...

2 oktober 1937 en van sommige andere besluiten betreffende het statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 8 ;

Gelet op het advies van de Raad van State,

B E S L U I T :

HOOFDSTUK I.- Aanpassing van het koninklijk besluit van 18 maart 1940 betreffende de afdanking van het Rijkspersoneel wegens beroepsongeschiktheid.

Artikel 1.-

In artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 maart 1940 betreffende de afdanking van het Rijkspersoneel wegens beroepsongeschiktheid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° onder c, worden de woorden "van de 2e categorie" vervangen door "van niveau 2" ;
- 2° onder d, worden de woorden "der 3e en 4e categorieën" vervangen door "van de niveaus 3 en 4".

HOOFDSTUK II.- Aanpassing van het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel.

Artikel 2.-

In artikel 2 van het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de tekst onder a wordt door de volgende bepaling vervangen :

"a. de hiernagenoemde bepalingen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964 :

de artikelen 7 tot 12, artikel 16, §§ 1 en 2, de artikelen 45 tot 51, de artikelen 82 tot 95, wat de tijdelijke personeelsleden betreft tegen wie de toepassing van een der in artikel 12, 4°, 5° en 6°, vermelde tuchtstraffen wordt overwogen, en artikel 103, 2°" ;

2° onder b, derde lid, worden de woorden "de indeling der betrekkingen van het Rijkspersoneel in categorieën" vervangen door "de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen titularis kunnen zijn".

Artikel 3.-

Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 3.- De tijdelijke personeelsleden van de niveaus 1 en 2 worden benoemd door de Minister, die zijn bevoegdheid op de secretaris-generaal kan overdragen. De tijdelijke personeelsleden van de niveaus 3 en 4 worden benoemd door de Minister of door de hoofden van bestuur wie hij daartoe bevoegdheid heeft verleend".

Artikel 4.-

Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 4.- Zolang zij het voordeel van hun goede uitslag behouden overeenkomstig artikel 14 of artikel 22 van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de wervings- en loopbaanexamens van het Rijkspersoneel, genieten de gegadigden voor vaste betrekkingen die voor vergelijkende wervingsexamens geslaagd zijn maar niet batig gerangschikt zijn, in de orde van hun rangschikking, voorrang met het oog op hun benoeming in tijdelijk verband in de vacante tijdelijke betrekkingen in de Ministeries, besturen of diensten waarvoor die vergelijkende examens georganiseerd zijn.

In afwijking van het eerste lid en op voorwaarde dat de desbetreffende regelen in de programma's van de vergelijkende wervingsexamens vastgesteld zijn, is de vaste wervingssecretaris gemachtigd :

- a. de geldigheidsduur van bovenvermelde voorrang in te korten of te verlengen ;
- b. de Ministeries, besturen en diensten aan te wijzen waar bedoelde voorrang toepassing vindt.

Zijn er geen gegadigden die aan de eisen van het eerste lid voldoen of zijn er geen beschikbaar onder degenen die er wel aan voldoen, dan werft de vaste wervingssecretaris de tijdelijke personeelsleden aan met de middelen en volgens de regelen welke hij zelf bepaalt".

Artikel 5.-

In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de woorden "die onder de 1e categorie horen" vervangen door "die tot niveau 1 behoren".

.../...

Artikel 6.-

Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 9.- Tijdelijke personeelsleden genieten eenzelfde bezoldiging als vaste die eenzelfde ambt uitoefenen, onder de voorwaarden bepaald in het koninklijk besluit van 22 juli 1964 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries".

Artikel 7.-

In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de woorden "Onverminderd de bepalingen van het besluit van de Regent d.d. 20 juni 1946 betreffende de gezinstoelagen" vervangen door "Onverminderd de bepalingen van het besluit van de Regent van 16 maart 1950 betreffende de kinderbijlagen toegekend aan het door de Staat bezoldigd personeel".

Artikel 8.-

In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het tweede lid worden de woorden "der 3e en 4e categorie" vervangen door "van de niveaus 3 en 4";
- 2° in het vierde lid worden de woorden "van de 1e en de 2e categorie" vervangen door "van de niveaus 1 en 2".

Artikel 9.-

In artikel 16bis, in hetzelfde besluit ingevoegd door het koninklijk besluit van 20 juli 1962, worden de woorden "voor de eerste categorie" vervangen door "voor niveau 1".

.../...

Artikel 10.-

In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de tekst onder 2° wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2° de personeelsleden die niet meer voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 16, § 1, 1°, 3° en 4°, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964;"

2° de tekst onder 7° wordt opgeheven.

Artikel 11.-

In artikel 17bis, in hetzelfde besluit ingevoegd door het koninklijk besluit van 5 februari 1951, worden de woorden "artikel 107bis" vervangen door "artikel 113".

HOOFDSTUK III.- Aanpassing van het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel.

Artikel 12.-

In artikel 1 van het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel worden de woorden "bij toepassing van het besluit van de Regent d.d. 22 oktober 1946" geschrapt.

.../...

Artikel 13.-

In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de tekst onder a wordt door de volgende bepaling vervangen :

"a. de hiernagenoemde bepalingen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964 :

- de artikelen 7 tot 12, artikel 16, §§ 1 en 2, de artikelen 45 tot 51, de artikelen 82 tot 95, wat de tijdelijke werklieden betreft tegen wie de toepassing van een der in artikel 11, 4°, 5° en 6°, vermelde tuchtstraffen wordt overwogen, en artikel 103, 2°";

2° onder b, vierde lid, worden de woorden "de indeling der Staatsbetrekkingen in categorieën" vervangen door "de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen titularis kunnen zijn."

Artikel 14.-

Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 3.- De tijdelijke werklieden worden benoemd door de Minister of door de hoofden van bestuur wie hij daartoe bevoegdheid heeft verleend".

Artikel 15.-

Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 4.- Zolang zij het voordeel van hun goede uitslag behouden overeenkomstig artikel 14 of artikel 22 van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de wervings- en loopbaanexamens van het Rijkspersoneel, genieten de gegadigden voor vaste betrekkingen die voor vergelijkende wervingsexamens geslaagd zijn maar niet batig gerangschikt zijn, in de orde van hun rangschikking, voorrang met het oog op hun benoeming in tijdelijk verband in de vacante tijdelijke betrekkingen in de Ministeries, besturen of diensten waarvoor die vergelijkende examens georganiseerd zijn.

In afwijking van het eerste lid en op voorwaarde dat de desbetreffende regelen in de programma's van de vergelijkende wervingsexamens vastgesteld zijn, is de vaste wervingssecretaris gemachtigd :

- a. de geldigheidsduur van bovenvermelde voorrang in te korten of te verlengen ;
- b. de Ministeries, besturen en diensten aan te wijzen waar bedoelde voorrang toepassing vindt.

Zijn er geen gegadigden die aan de eisen van het eerste lid voldoen of zijn er geen beschikbaar onder degenen die er wel aan voldoen, dan werft de vaste wervingssecretaris het tijdelijk werkliedenpersoneel aan met de middelen en volgens de regelen welke hij zelf bepaalt".

Artikel 16.-

Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 8.-

Tijdelijke werklieden genieten eenzelfde bezoldiging als vaste die eenzelfde ambt uitoefenen, onder de voorwaarden bepaald in het koninklijk besluit van 22 juli 1964 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries".

Artikel 17.-

Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 9.- ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 18.-

In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden "der derde en vierde categorie" vervangen door "van de niveaus 3 en 4";

2° in het vierde lid worden de woorden "van de tweede categorie" vervangen door "van niveau 2".

Artikel 19.-

In artikel 15bis, in hetzelfde besluit ingevoegd door het koninklijk besluit van 20 juli 1962, worden de woorden "voor de eerste categorie" vervangen door "voor niveau 1".

Artikel 20.-

In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de tekst onder 2° wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"2° de werklieden die niet meer voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 16, § 1, 1°, 3° en 4°, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964" ;

2° de tekst onder 7° wordt opgeheven .

Artikel 21.-

In artikel 16bis, in hetzelfde besluit ingevoegd door het koninklijk besluit van 5 februari 1951, worden de woorden "artikel 107bis" vervangen door "artikel 113".

HOOFDSTUK IV.- Slotbepaling.

Artikel 22.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van
1 augustus 1964 .

Brussel,

...

Bijlage.CONCORDANTIETABEL.

Gewijzigde besluiten.	Regeringsontwerp.	Door de Raad van State voorgestelde tekst.
Koninklijk besluit van 18 maart 1940.		
art. 1, c	art. 24	art. 1, 1°
art. 1, d	art. 25	art. 1, 2°
Besluit van de Regent van 30 april 1947.		
art. 2, a	art. 1	art. 2, 1°
art. 2, b	art. 2	art. 2, 2°
art. 3	art. 3	art. 3
art. 4	art. 4	art. 4
art. 5	art. 5	art. 5
art. 9	art. 6	art. 6
art. 10	art. 7	art. 7
art. 13, tweede lid	art. 8	art. 8, 1°
art. 13, vierde lid	art. 9	art. 8, 2°
art. 16bis	art. 10	art. 9
art. 17, 2°	art. 11	art. 10, 1°
art. 17, 7°	---	art. 10, 2°
art. 17bis	art. 12	art. 11
Besluit van de Regent van 10 april 1948.		
art. 1	---	art. 12
art. 2, a	art. 13	art. 13, 1°
art. 2, b	art. 14	art. 13, 2°
art. 3	---	art. 14
art. 4	art. 15	art. 15
art. 8	art. 16	art. 16
art. 9	art. 17	art. 17
art. 12, tweede lid	art. 18	art. 18, 1°
art. 12, vierde lid	art. 19	art. 18, 2°
art. 15bis, eerste lid	art. 20	art. 19
art. 15bis, tweede lid	art. 21	art. 19
art. 16, 2°	art. 22	art. 20, 1°
art. 16, 7°	---	art. 20, 2°
art. 16bis	art. 23	art. 21
	SLOTBEPALINGEN.	
	art. 26	art. 22
	art. 27	---

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS,
de Heren :

premier président,
eerste voorzitter,

G.HOLOYE,
J.MASQUELIN,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Ch.VAN REEPINGHEN, assesseurs de la section
de législation,

G.VAN HECKE, bijzitters van de afdeling
wetgeving,

G.DE LEUZE,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier.
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.Ch.HUBERLANT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.Ch.HUBERLANT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE.

(s.) J.SUETENS.